

Éric Fassin

# Misère de l'anti- intellectualisme

Du procès  
en wokisme  
au chantage  
à l'antisémitisme

PETITE  
ENCYCLOPÉDIE  
CRITIQUE

*textuel*

COLLECTION « PETITE ENCYCLOPÉDIE CRITIQUE »  
Dirigée par Manuel Cervera-Marzal et Sébastien Chauvin

**Éric Fassin**, sociologue engagé, membre senior de l'Institut Universitaire de France, est professeur à l'université Paris 8. Il a notamment publié *Populisme, le grand ressentiment* (Textuel, 2017), *Roms & riverains. Une politique municipale de la race* (La Fabrique, 2014) et *Démocratie précaire. Chroniques de la déraison d'État* (Découverte, 2012).

**Éric Fassin**

# Misère de l'anti- intellectualisme

Du procès  
en wokisme  
au chantage  
à l'antisémitisme

Graphisme de la couverture : Agnès Dahan  
Correction : Géraldine Chognard

© Les Éditions Textuel, 2025  
1<sup>re</sup> édition 2024  
2, rue Rampal  
75019 Paris  
[www.editionstextuel.com](http://www.editionstextuel.com)  
ISBN : 978-2-38629-117-3  
Version numérique 2025  
ISBN : 9782386291197

*textuel*  
PETITE  
ENCYCLOPÉDIE  
CRITIQUE

## Sommaire

### Avant-propos

<b>Le trumpisme, stade suprême de l'anti-intellectualisme</b>	7
---------------------------------------------------------------	---

### Introduction

<b>Penser l'actualité</b>	17
---------------------------	----

### Chapitre 1

<b>Un anti-intellectualisme d'État</b>	27
Une erreur sociologique	30
Le moment néofasciste du néolibéralisme	39
Contre la « théorie du genre »	45
Contre la « théorie critique de la race »	51
La culture de l'annulation	60
La politique du « n'importe quoi »	66

### Chapitre 2

<b>De Harvard à Columbia : les campagnes contre les campus</b>	75
De l'antisémitisme...	78
... à l'antisionisme	81
Deux camps dans l'extrême droite	85
Le racisme escamoté	89
La campagne contre l'Ivy League	94
Le retour de la race	102
Les libertés académiques en procès	108
La question antisémite chez les étudiant·es	118

### Chapitre 3

<b>Haro sur Sciences Po</b>	127
La folle journée : une affaire d'État	130
De Sciences Po aux universités	135
La fabrique de l'opinion	140
Du front républicain à l'arc républicain	145
Les libertés académiques en procès	152
Retour aux étudiant·es	158
Les chiffres du racisme et de l'antisémitisme	163
L'anti-intellectualisme et les intellectuels	171

### Chapitre 4

<b>Israël, l'Allemagne et l'antisionisme</b>	175
L'illibéralisme israélien	178
En Allemagne, l'antisémite, c'est l'autre	184
Les juifs de gauche antisémites ?	188
Antisémitisme : les enjeux d'une définition	194
Antisémitisme et identité nationale	199
Antisémitisme et racisme	204

### Conclusion

<b>Un intellectualisme démocratique</b>	209
Diabolisation et dédiabolisation	213
L'intellectualisme contre l'anti-intellectualisme	218

# Avant-propos Le trumpisme, stade suprême de l'anti- intellectualisme

La première édition de cet ouvrage est arrivée en librairie le 2 octobre 2024. Il était parti à l'imprimerie le 19 août, jour où s'ouvrait aux États-Unis la convention démocrate : Kamala Harris pouvait encore espérer la victoire. Du côté français, on savait seulement qu'Emmanuel Macron, au mépris des résultats d'élections législatives qu'il avait pourtant convoquées, refusait de choisir un Premier ministre dans les rangs de la gauche. Mon introduction annonçait un programme : « penser l'actualité ». Il ne s'agissait pas seulement de récapituler des développements récents, des deux côtés de l'Atlantique. Cet essai sociologique avait l'ambition de donner des clés pour comprendre ce qui prenait forme sous nos yeux. Pendant la fin de campagne, le candidat républicain accusait les migrants, dans l'Ohio, de manger chiens et chats. Contre ces *alternative facts*, que valait alors le *fact checking*?

C'était l'apothéose du *bullshit* politique – le grand n'importe quoi.

Or, cinq semaines après la parution du livre, Donald Trump remportait l'élection aux États-Unis. Force est de le constater : mon titre, *Misère de l'anti-intellectualisme*, a bien été validé par les cent premiers jours de ce second mandat. Dès son investiture, le 20 janvier, le président prenait un décret pour « défendre les femmes contre l'extrémisme de l'idéologie du genre et restaurer la vérité biologique dans l'État fédéral », et un autre pour « mettre fin au gâchis et à la radicalité de programmes de diversité et de politiques préférentielles dans l'administration fédérale ». L'anti-intellectualisme s'attaque en premier lieu aux politiques minoritaires, taxées de wokisme. Comme lors des attaques républicaines contre les présidentes d'universités auditionnées à la Chambre des représentants depuis décembre 2023, il se drape dans la lutte contre l'antisémitisme. Les manifestations propalestiniennes servent de prétexte pour expulser des étudiants étrangers, écarter des professeurs, et sous la pression d'enquêtes annuler des financements fédéraux pour obtenir la capitulation d'universités d'Ivy League placées sous le contrôle du régime. Le nouveau vice-président, J. D. Vance, l'avait déclaré sans ambages en 2021 : « Les universités, voilà l'ennemi. »

En France, Patrick Hetzel, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche nommé en septembre 2024 par Michel Barnier, avait demandé quelques mois plus tôt à l'Assemblée nationale la

création d'une commission d'enquête sur les « dérives islamo-gauchistes » dans l'enseignement supérieur. C'était reprendre le projet auquel l'ancienne ministre Frédérique Vidal avait dû renoncer. Quelques jours avant la date anniversaire du 7 octobre 2023, Patrick Hetzel inaugurait sa fonction nouvelle en condamnant « des manifestations et prises de position de nature politique, en lien avec le conflit au Proche-Orient », qui iraient, à l'en croire, « à l'encontre des principes de neutralité et de laïcité du service public de l'enseignement supérieur ». Les mobilisations ne parlent pourtant ni d'islam ni de judaïsme ; l'alibi républicain sert juste à neutraliser (au sens policier) le monde universitaire. C'est qu'à la différence des États-Unis, en France, l'anti-intellectualisme avance souvent masqué. D'ailleurs, les mesures contre les universités s'y autorisent volontiers, non d'une idéologie, mais d'une rationalisation néolibérale : ce peut être au nom de l'évaluation des politiques publiques et de la rigueur budgétaire que sont visés, sans qu'il soit besoin de les nommer, les savoirs critiques.

Ainsi, début 2025, le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres) a rendu des avis défavorables sur de multiples licences et masters, surtout en philosophie et sciences sociales (y compris dans ma propre université). Or on apprenait bientôt que beaucoup de ces avis, susceptibles d'entraîner la fermeture de diplômes, contredisaient ceux des évaluateurs sollicités par cette instance. Démentant son indépendance supposée, le Hcéres s'était ainsi permis, à l'insu de tous, de rayer d'un trait de plume, avec leurs

conclusions, le principe même du jugement des pairs qui est un des piliers des libertés académiques. La révélation de ce contrôle politique entraînait un vote de l'Assemblée nationale, le 10 avril, pour la suppression de cette instance. Pourtant, le nouveau ministre chargé de l'Enseignement supérieur, Philippe Baptiste, n'hésitait pas à protester... au nom de « l'autonomie » et de la « liberté académique ». Ce n'est sans doute pas un hasard si des soutiens intellectuels de l'offensive anti-intellectuelle contre un prétendu islamo-gauchisme, dès l'annonce d'une enquête par Frédérique Vidal en 2021, avaient justement proposé de confier celle-ci au Hcéres, « institution indépendante du ministère », pour lutter « contre la contamination du savoir par le militantisme ». On retrouve la convergence des logiques néolibérales et néofascistes : pour les premières, les savoirs critiques sont inutiles ; pour les secondes, ils sont dangereux.

Toutefois, la France apparaît quelque peu en décalage, voire en retrait en comparaison avec la radicalisation trumpiste. Dans les recherches bénéficiant d'un financement fédéral, le président des États-Unis a établi une liste de centaines de mots suspects ; y figurent non seulement « diversité » ou « intersectionnalité », ou encore « antiracisme », « race et ethnicité », qui organisent pourtant le recensement, et certaines de ses catégories, comme « Noir » ou « *Native American* » (mais pas « Blanc ») ; non seulement « LGBT » ou « trans », et bien sûr « genre », ou encore « féminisme », et même « femmes » (mais pas « hommes »). La purge ne s'arrête plus au « wokisme ».

Le soupçon pèse aussi sur « discrimination » et « privilège », « inégalité » et « injustice », ou encore « inclusion » et « exclusion », et même « handicap » ou « santé mentale ». Outre « Golfe du Mexique », c'est « science du climat » qui passe à la trappe, sans oublier « biais » ou « à risque ». Bref, la cible est la vérité scientifique en tant que telle.

Quant à la justification de la répression anti-universitaire par la lutte contre l'antisémitisme, sa crédibilité est quelque peu entamée par le salut, pudiquement qualifié de « romain », affiché le jour de l'investiture du président par son favori, Elon Musk. Que Steve Bannon, son rival dans le camp trumpiste, l'imité un mois plus tard n'a fait qu'en confirmer la signification. L'hebdomadaire allemand *Die Zeit* a d'ailleurs tranché (en pastichant Gertrude Stein) : « Un salut hitlérien est un salut hitlérien est un salut hitlérien. » Pourtant, le président de l'Anti-Defamation League, Jonathan Greenblatt, censé lutter contre l'antisémitisme, n'a voulu y voir qu'« un geste maladroit, dans un moment d'enthousiasme, pas un salut nazi ». Pourquoi s'en étonner ? Ce livre apporte un éclairage sur cette indulgence. D'un côté, Elon Musk a favorisé l'expression suprémaciste sur X, allant jusqu'à reprendre à son compte la version antisémite de la « théorie » du « grand remplacement », et de l'autre, cela n'a pas empêché le même Jonathan Greenblatt d'applaudir son engagement après l'interdiction de slogans propalestiniens sur son réseau social. Bannir le mot « décolonisation » pour parler d'Israël est un gage d'antiwokisme qui dédouane des accusations d'antisémitisme. Au moment même où

celles-ci pleuvent contre la gauche, le néofascisme qu'elles épargnent peut avancer à découvert.

La résonance de ce livre avec une actualité qu'il paraît anticiper explique probablement l'épuisement de son premier tirage, six mois seulement après sa sortie. Cet accueil d'un public désireux de mieux comprendre interroge d'autant plus sur le silence qui a prévalu jusqu'à présent dans les médias : une seule recension, dans *Le Soir*, en Belgique ; deux entretiens en vidéo, l'un pour *Regards*, revue de gauche, l'autre pour SQOOL TV, chaîne consacrée à l'éducation. Ni le premier anniversaire du 7 octobre, coïncidant avec sa sortie, ni le nouveau mandat de Donald Trump n'ont suffi à éveiller l'intérêt journalistique. Comment l'interpréter ? Les deux premières phrases du livre apportent une première réponse : « On ne peut plus rien dire » a cédé la place à « Taisez-vous ! ». Son annulation dans les médias privés ou publics qui vont de l'extrême droite au macronisme confirme donc l'argument de cet ouvrage. Face à des analyses qui invalident un discours dominant sur l'antisémitisme qui s'emploie à diaboliser la gauche pour mieux dédiaboliser l'extrême droite aux portes du pouvoir, la prudence journalistique le dispute à l'embarras.

On peut ajouter que ce silence est l'effet d'une logique médiatique qui amène à discuter surtout ce dont on parle déjà. Or, aujourd'hui, ce n'est plus la gauche qui donne le *la* : l'hégémonie idéologique est passée à droite. En conséquence, les pamphlets de droite accaparent l'attention, fût-ce pour les

critiquer. De fait, la plupart des médias continuent de faire comme si l'on pouvait débattre de tout avec n'importe qui – y compris pour dire n'importe quoi. C'est croire que l'on vivrait encore dans un espace public libéral où les opinions pourraient s'affronter lors d'échanges argumentés. Mais s'il défend des valeurs, *Misère de l'anti-intellectualisme* n'est pas à proprement parler un livre d'opinion. C'est un travail sociologique qui mobilise des faits empiriques et des outils conceptuels pour appréhender la configuration politique renouvelée par le trumpisme. Sans doute un essai polémique aurait-il pu être la cible d'attaques. Contrairement à mes craintes, cela n'a pas été le cas : ce livre n'a pas suscité d'écho médiatique, même négatif. Dans un contexte d'anti-intellectualisme, le savoir subit bien sûr des formes de silenciation. Le public rencontré par ce livre, malgré l'annulation par les médias, confirme néanmoins l'amointrissement de leur pouvoir prescripteur, en particulier dans les jeunes générations qui sont au cœur de cet ouvrage. Reste à espérer que des médias suivent l'intérêt des lecteur-ices, à défaut de le dicter.

Finalement, la non-réception médiatique du livre peut donc s'expliquer, non pas *malgré* son actualité, mais *à cause* d'elle. Le contexte nouveau, dans son incertitude, crée en effet un malaise dans l'antiwokisme. En France, le Rassemblement national, qui a tant œuvré pour gagner un certificat de dédiabolisation, peut-il emboîter le pas à la radicalisation trumpiste ? Certes, il n'est pas surprenant que Marion Maréchal, Sarah Knafo et Éric Zemmour aient bénéficié d'une invitation à Washington pour

les cérémonies d'investiture présidentielle, et non Marine Le Pen. Encore la condamnation de celle-ci en justice pourrait-elle entraîner son revirement – Donald Trump ne lui a-t-il pas manifesté sa solidarité en déclarant dans un post: « c'est le même scénario qui a été utilisé contre moi »? Le trumpisme triomphant va-t-il donc enfoncer un coin, en France, entre la minorité au pouvoir et l'extrême droite dont le soutien tacite, depuis la parution de ce livre, a été la condition nécessaire de survie des gouvernements choisis par Emmanuel Macron? Il est vrai qu'à l'instar de J. D. Vance, Washington ne cache pas son mépris pour l'Union européenne; celle-ci ne menace-t-elle pas de sanctions des oligarques comme Mark Zuckerberg et Elon Musk lui-même? Il serait pourtant prématuré d'en conclure que, face à la coalition d'autocrates qui se dessine entre Donald Trump, Vladimir Poutine, et tant d'autres, la France et l'Europe renoueront avec un modèle libéral mis à mal par le recul des libertés publiques et le durcissement des politiques xénophobes, mais aussi, sous de multiples formes, par la privatisation de la puissance publique.

En tout cas, face à l'antiwokisme de Trump, la France ne saurait sérieusement se prétendre woke. Lorsque l'ambassade américaine à Paris exige des entreprises françaises qu'elles renoncent à toute politique de diversité, beaucoup s'offusquent d'une telle ingérence. « Quel toupet! » Cela dit, comme le souligne un dessin de Colpacano (*Le Monde*, 6 avril 2025): « On n'a *jamais* eu de politique inclusive! » L'image redouble l'ironie: un technicien de

surface noir et une secrétaire qui apporte le café aux patrons indignés encadrent silencieusement ces deux hommes blancs. Cependant, les pourfendeurs européens du « totalitarisme woke » sont actuellement confrontés à un dilemme: la haine de l'Europe professée par le trumpisme les condamne-t-elle à sacrifier l'antiwokisme? Il en est pour le reconnaître, ce combat n'est plus une priorité; et de préconiser la « nuance », plutôt qu'un antiwokisme primaire. Mais il leur serait coûteux de devoir renoncer aux séductions de la notoriété éditoriale et médiatique qui accompagne l'incessant ressassement de leurs opuscules et tribunes. Pour ne pas renoncer aux gratifications de cette prolifique polémique, ils n'hésitent pas à plaider que, si le wokisme sert de « repoussoir » commode au poutinisme et au trumpisme qui le répriment, les wokes seraient *en même temps* les « alliés objectifs » de Poutine et Trump, communiant dans la détestation de l'universalisme occidental. « Hitler a déshonoré l'antisémitisme », écrivait Georges Bernanos en 1944. Trump finira-t-il par discréditer l'antiwokisme, ou bien celui-ci sera-t-il sauvé, en Europe comme aux États-Unis, par le chantage à l'antisémitisme réservé à la gauche?

# Introduction

## Penser l'actualité

Hier encore, la plainte opposée au « wokisme », c'était: « On ne peut plus rien dire. » Aujourd'hui, la réaction s'enhardit: sous prétexte de lutter contre un « nouvel antisémitisme », c'est plutôt l'injonction stridente: « Taisez-vous! » En France, depuis le milieu des années 2010, une campagne est lancée contre la gauche universitaire, dans la presse et sur les réseaux sociaux, bientôt relayée par des partis politiques et enfin, sous la présidence d'Emmanuel Macron, par des ministres et par le chef de l'État lui-même. Étudiant-es et professeur-es ont été moqué-es et vilipendé-es pour leur usage de l'écriture inclusive, bien sûr, et plus largement pour leurs engagements féministes et en faveur des minorités sexuelles et de genre, ainsi que, de plus en plus, pour leur antiracisme. Lutter contre les discriminations est ainsi disqualifié par un « antiwokisme » dont l'exaspération face à ces exigences d'égalité rencontre un large écho dans des médias complaisants. Aux accusations de dérive identitaire, de communautarisme et plus récemment de séparatisme s'est ajouté le label infamant d'« islamo-gauchisme » pour qui ose nommer l'islamophobie.

On peut parler d'un anti-intellectualisme politique, voire d'État, qui vise, en même temps que les discours

minoritaires du monde universitaire, les minorités elles-mêmes, sexuelles, religieuses et raciales. Or cette vague ressemble furieusement à ce qui se passe, dans les mêmes années, de l'autre côté de l'Atlantique, avec la poussée du suprémacisme blanc et de l'*alt-right*, droite alternative radicale, que porte Donald Trump en même temps qu'elle le porte. Tout se passe comme si la détestation de « l'Amérique » facilitait paradoxalement en France l'importation des discours réactionnaires états-uniens, comme c'était déjà le cas à l'époque de la polémique sur le « politiquement correct ». Parfois, la circulation passe par la traduction: on s'en prend ainsi en France à « l'intersectionnalité », alors qu'aux États-Unis, la cible, c'est plutôt la *Critical Race Theory*, soit les études critiques de la question raciale. Souvent, c'est sans traduction française: ainsi après « *woke* », l'expression « *cancel culture* » s'est également imposée en anglais, comme pour mieux les mettre à distance.

Cette actualité a été bousculée par une autre, internationale, avec l'attaque du Hamas contre Israël, le 7 octobre 2023, bientôt suivie par la guerre menée à Gaza. Des deux côtés de l'Atlantique, l'offensive contre le monde universitaire redouble. Davantage que leurs professeurs, sans doute échaudés par les mises en cause répétées depuis des années, les étudiant·es se sont en effet mobilisé·es de manière visible – même si leur mouvement aura été beaucoup plus important aux États-Unis qu'en France<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> L'écriture inclusive est un geste politique. Au lieu de l'appliquer de manière systématique comme une nouvelle convention orthographique, dans ce livre, j'en limiterai donc l'usage aux étudiant·e·s (et parfois aux professeur·e·s) mobilisé·es, pour mieux en marquer le sens.

L'anti-intellectualisme se radicalise: loin de protester au nom de la liberté d'expression, comme naguère, contre la *cancel culture*, aujourd'hui, la droite se mobilise contre la liberté d'expression et pour la censure. Si ce retournement s'impose aussi facilement dans le discours, et souvent dans la pratique, c'est parce qu'il s'autorise, une fois encore, d'un noble idéal: non plus la liberté, mais un autre pilier de la démocratie, la lutte contre l'antisémitisme, désormais amputée de son autre volet, la lutte contre le racisme. La gauche universitaire se voit reprocher d'être, non plus antiraciste, mais antisémite. C'est que la critique de la guerre menée par Israël est réduite à l'antisionisme, désormais assimilé dans la controverse à l'antisémitisme. Et dans les deux pays, la charge anti-intellectuelle finit par jouer un rôle central dans la politique des partis et jusque dans les élections de 2024.

Dans ce contexte, en tant qu'universitaire, que dire – ou ne pas dire? Au lendemain du 7 octobre, comment rester silencieux? Mais durant l'année qui s'écoule ensuite, comment se taire? N'en va-t-il pas de notre responsabilité? Or la question qui se répète se renverse aussitôt: comment prendre la parole? Que dire de manière responsable? Pour parler juste, il convient de peser ses mots, de bien mesurer ce qu'ils disent, mais aussi ce qu'ils font. En quels termes qualifier ces événements, tous ces événements, non seulement de manière précise, pour leur rendre justice, mais aussi, en prenant en compte leur réception afin de ne pas aggraver les malentendus, les soupçons, voire même le risque de poursuites? Toutefois,

cet exercice d'équilibre balance entre deux périls symétriques. D'un côté, renvoyer dos à dos en distribuant bons et mauvais points, n'est-ce pas se réfugier dans la neutralité d'un juste milieu? D'un autre côté, dénoncer le « deux poids, deux mesures », n'est-ce pas s'engager sur le terrain glissant de la comparaison? Certes, il ne faut pas céder à « l'intolérable chantage » à l'antisémitisme, que dénonçaient déjà des intellectuels juifs de renom il y a plus de vingt ans<sup>2</sup>. Reste qu'il ne faut pas non plus, en réaction, minimiser aujourd'hui le problème: l'antisémitisme, hélas, n'est pas résiduel<sup>3</sup>.

Ce livre ne prétend pas trancher les dilemmes auxquels on est confronté, que l'on essaie ou que l'on évite de parler aujourd'hui d'Israël, de Gaza et de la Cisjordanie, mais aussi, en France, de la défense de l'État juif ou du soutien au peuple palestinien, et bien sûr de l'antisémitisme et du racisme. Je me contente de prendre le parti de faire mon métier de sociologue en mobilisant mes compétences, pour que mon intervention ne se réduise pas à mes opinions. Des événements au Proche-Orient, il ne sera donc pas question ici: que pourrais-je en dire d'autre que ce que je lis dans la presse internationale ou sous la plume de spécialistes? En revanche, j'explore deux contextes nationaux que j'étudie de longue date: les États-Unis et la France. C'est l'occasion, comme j'en ai l'habitude, de prêter attention aux circulations transatlantiques.

2 Étienne Balibar et al., *Antisémitisme: L'intolérable chantage. Israël – Palestine, une affaire française?*, La Découverte, Paris, 2003.

3 European Union Agency for Fundamental Rights, « Jewish People's Experiences and Perceptions of Antisemitism », Vienne, 2024.

En contrepoint, l'exemple allemand abordé en fin de parcours permet d'éviter une généralisation abusive. Je recours en outre à une méthode qui m'est familière: en effet, j'ai coutume d'appréhender les enjeux politiques à partir de polémiques qui sont comme des nœuds de tension dans la société.

Les controverses que je vais minutieusement reconstituer portent sur le monde universitaire. C'était déjà le cas dans mes travaux depuis le début des années 1990 autour du « politiquement correct ». C'est encore le cas, depuis les années 2010, avec mes écrits sur les campagnes contre les études de genre, les études critiques de la race et l'intersectionnalité. La continuité dans le choix des objets m'aide à rompre avec l'évidence aveuglante du présentisme pour penser ce qui fait l'essentiel de mes recherches depuis des décennies: l'actualité, soit un présent traversé par l'histoire<sup>4</sup>. Il ne faudrait pas restreindre celle-ci au passé; l'historicité, c'est le sol de nos sociétés qui bouge en ce moment même sous nos pieds. Il ne faut donc pas davantage l'enfermer dans un présent immobile: il se passe quelque chose, quelque chose se déplace. C'est pourquoi j'ai proposé une distinction analytique entre *les actualités* médiatico-politiques, caractérisées par le présentisme, et *l'actualité* au singulier, objet d'une science sociale historique. Ce concept permet à Michel Foucault d'inscrire son propre travail philosophique dans une généalogie kantienne comme « une réflexion sur l'histoire et une analyse

4 Éric Fassin, « Des actualités à l'actualité », *Démocratie précaire. Chroniques de la déraison d'État*, La Découverte, Paris, 2012, p. 19-21.